

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG22/M/1

6 mars 1997

(97-0907)

Comité des accords commerciaux régionaux Septième session

EXAMEN DE L'UNION DOUANIÈRE ENTRE LA TURQUIE ET LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Note sur la réunion du 23 octobre 1996

Président: S.E. M. Miguel J. Berthet (Uruguay)

1. Le Comité des accords commerciaux régionaux a procédé à l'examen du volet marchandises de l'union douanière entre la Turquie et les Communautés européennes, au titre du point B) ix) de l'ordre du jour de sa septième session, conformément au modèle de présentation type pour la communication de renseignements sur les accords commerciaux régionaux, dont il a respecté la présentation.

A. Déclarations générales

B. Section I - Renseignements généraux sur l'Accord

- I.1 - Liste des membres et dates de signature, de ratification et d'entrée en vigueur
- I.2 - Type d'accord
- I.3 - Champ d'application de l'Accord

C. Section II - Dispositions en matière de commerce

- II.1 - Restrictions à l'importation
- II.3 - Règles d'origine
- II.5 - Sauvegardes
- II.7 - Subventions et aide de l'Etat
- II.8 - Dispositions sectorielles spécifiques - échanges entre les pays Membres
 - agriculture
 - aspects des droits de propriété intellectuelle reliés au commerce
- II.8 - Dispositions sectorielles spécifiques - importations en provenance des pays tiers
 - textiles et vêtements

D. Section III - Dispositions générales de l'Accord

- III.3 - Procédures de règlements des différends
- III.4 - Lien avec d'autres accords commerciaux
- III.5 - Cadre institutionnel

A. Déclarations générales

2. Le Président a souhaité la bienvenue aux délégués et indiqué que la réunion du jour avait pour objet l'examen de l'Accord d'union douanière (ci-après dénommé l'"Accord") entre la Turquie et les Communautés européennes ("CE"), entré en vigueur le 1er janvier 1996. A titre de renseignement général, il a précisé que les Parties avaient communiqué à l'OMC une notification formelle de l'Accord (WT/REG22/N/1) datée du 22 décembre 1995. Le texte de l'Accord (WT/REG22/N/1/Add.1) a été distribué par la suite aux Membres de l'OMC, de même qu'une décision du Conseil d'association CE-Turquie concernant le régime provisoire d'exception à l'application par la Turquie du tarif douanier commun à l'égard des pays tiers. Le Président a rappelé que le mandat convenu par le Conseil du commerce des marchandises pour l'examen de l'union douanière entre la Turquie et la Communauté européenne était le suivant (WT/REG22/4): "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes du GATT de 1994, l'union douanière entre la Turquie et la Communauté européenne; présenter un rapport au Conseil du commerce des marchandises". Il a mentionné ensuite les points convenus que le Conseil avait également adoptés, à savoir: "Il est entendu que la déclaration dont le Président du Conseil du commerce des marchandises a donné lecture au titre du point 7 de l'ordre du jour de la réunion du 20 février [1995] et qui est reproduite dans le document WT/REG3/1 s'applique *mutatis mutandis* à ce groupe de travail".

3. Le Président a indiqué que les Parties avaient fourni au Secrétariat des renseignements et des données pour lui permettre de calculer l'incidence générale des droits comme l'exige l'article XXIV, paragraphe 5, alinéa a) et pour favoriser les discussions au titre de l'article XXIV, paragraphe 6, du GATT de 1994. Toutefois, certains renseignements importants manquaient encore, mais seraient fournis dans les plus brefs délais. Il a rappelé que la Turquie et la Communauté européenne du charbon et de l'acier avaient notifié l'Accord qu'ils avaient conclu en août 1996 (document WT/REG22/N/1/Add.1). Cet accord, consigné dans le document WT/REG22/1/Add.1, était entré en vigueur le 1er août 1996. Enfin, il a fait remarquer que les Parties avaient présenté des renseignements sur leur accord en suivant le modèle de présentation type pour la communication de renseignements sur les accords commerciaux régionaux (WT/REG25/5).

4. Le représentant de la Turquie a signalé que les Parties s'étaient engagées à garantir la transparence et à respecter les règles multilatérales énoncées à l'article XXIV du GATT de 1994. La Turquie percevait son appartenance à l'union douanière comme étant complémentaire de sa participation au système commercial multilatéral de l'OMC. L'Accord était compatible avec les termes de l'article XXIV, puisque les Parties avaient éliminé tous les droits et tous les autres règlements commerciaux restrictifs, pour l'essentiel des échanges commerciaux entre elles et qu'elles appliquaient pour l'essentiel les mêmes droits et les mêmes autres règlements commerciaux aux produits des pays non membres de l'Union. L'union douanière portait sur le commerce de tous les produits, à l'exception des produits visés par le Traité EURATOM et par le Traité de la CECA. Les produits relevant du Traité de la CECA faisaient actuellement l'objet d'un accord de libre-échange qui reflétait la nature de l'arrangement des Communautés européennes pour ces produits et ceux-ci seraient intégrés à l'union douanière en 2002, année où le régime temporaire applicable à ces produits prendrait fin. Compte tenu de l'envergure de son champ d'application, il était permis de dire que l'Accord était conforme aux termes de l'article XXIV, paragraphe 8 a) i) du GATT de 1994.

5. S'agissant de l'agriculture, le représentant de la Turquie a indiqué qu'il était clair d'après l'Accord instituant l'union douanière et le Protocole additionnel que les Parties avaient l'intention d'assurer la libre circulation des produits agricoles sur le territoire douanier. Il était prévu que la Turquie alignerait sa politique agricole, après une période transitoire, sur la politique agricole commune des CE. Au cours de la période transitoire, les Parties s'étaient engagées à améliorer l'accès au marché sur une base mutuelle avantageuse. Déjà, 91 pour cent des produits agricoles de la Turquie bénéficiaient à l'exportation d'un traitement préférentiel sur le marché des CE. Sur ce nombre, 71 pour cent

bénéficiaient de la franchise de droits. Les Parties négociaient actuellement en vue de libéraliser davantage les échanges commerciaux dans ce secteur. Un des objectifs principaux de ces négociations visait à accorder aux exportations agricoles des CE vers le marché de la Turquie un traitement du même ordre que celui dont les exportations de la Turquie bénéficiaient sur le marché des CE. En ce qui concerne les produits agricoles transformés, le représentant a souligné que la Turquie était convenue d'adopter la classification des CE et par conséquent, de faire la distinction entre les composantes agricole et industrielle des droits appliqués à ces produits. La composante industrielle des droits de douane avait été éliminée des échanges commerciaux entre les pays membres de l'union douanière et un taux uniforme s'appliquait aux produits des pays tiers. Relativement à la composante agricole, les Parties continuaient de maintenir et d'appliquer leurs propres droits aux produits des pays tiers. L'établissement de ce système avait réduit de 50 pour cent le niveau de protection, conférant ainsi un avantage substantiel aux pays tiers. Soulignant que l'Accord était conforme à l'article XXIV:8 a) i) du GATT de 1994, l'intervenant a ajouté que l'agriculture ne représentait que 10 pour cent de l'ensemble des échanges commerciaux entre les Parties et que des droits à l'importation plus élevés que ceux du Tarif douanier commun (TEC) ne seraient appliqués pendant cinq ans que sur une infime partie (1 pour cent) des exportations des pays tiers vers la Turquie.

6. Le représentant de la Turquie a indiqué que l'Accord était conforme à l'article XXIV, paragraphe 5, du GATT de 1994, qui disposait que les participants à une union douanière n'imposeraient pas aux produits des pays tiers des droits plus élevés ni des réglementations commerciales plus rigoureuses après la formation de ladite union douanière. La Turquie appliquait le TEC des CE depuis l'entrée en vigueur de l'union douanière, le 31 décembre 1995; le TEC des Communautés européennes avait en général une incidence beaucoup plus faible que les taux appliqués par la Turquie auparavant. Avant l'application du TEC, le tarif de la Turquie se situait en moyenne à 18 pour cent. Actuellement, il était descendu à 5,6 pour cent, niveau du TEC; il était prévu qu'il baisserait encore jusqu'à 3,5 pour cent après la mise en oeuvre des engagements pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Nonobstant la réduction moyenne de ses droits, la Turquie s'engageait à entamer des négociations avec tout Membre qui en ferait la demande au titre de l'article XXIV, paragraphe 6, du GATT de 1994.

7. Le représentant de la Turquie a fait remarquer que la définition de l'union douanière avait évolué au-delà du concept classique, parallèlement au processus de l'intégration européenne et des règles qui régissaient le commerce international. L'adaptation de la Turquie aux politiques communes des CE en matière de commerce et de concurrence avait par conséquent pris une grande importance pour le bon fonctionnement de l'union douanière. Ces règles avaient dans l'ensemble été avantageuses pour les pays tiers, quoique certains se soient plaints d'avoir été désavantagés par l'adoption par la Turquie des règles des CE en rapport avec le commerce des textiles et des vêtements. L'adoption des règles des CE par la Turquie était nécessaire pour réaliser la libre circulation de ces produits entre les deux Parties de l'union douanière. Toute autre règle aurait nui au fonctionnement de l'union douanière. Il convenait de se rappeler que les restrictions imposées au secteur des textiles et des vêtements étaient provisoires et qu'elles cesseraient de s'appliquer le 1er janvier 2005, comme le prévoyait l'Accord relatif aux textiles et aux vêtements. Le représentant a souligné qu'au cours de la période transitoire, on s'efforcerait de diminuer le niveau de protection qui était tombé de 37 pour cent à 9 pour cent en 1996 et dont on prévoyait la baisse progressive à mesure que seraient appliqués les engagements pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Ainsi, il était raisonnable de conclure que les pays tiers pourraient profiter après la période de l'union douanière d'un plus grand accès au marché de la Turquie qu'auparavant.

8. Le représentant de la Turquie a ajouté que son pays était déterminé à aligner sa politique commerciale extérieure sur le régime commercial préférentiel des CE dans un délai de cinq ans. A cette fin, la Turquie avait signé un accord de libre-échange avec Israël et en avait également paraphé un avec la Hongrie. Les négociations avec la République tchèque, la République slovaque, de même qu'avec la Roumanie, se poursuivaient et il était entrevu qu'elles s'étendraient en temps voulu à des pays comme la Pologne et aux pays qui avaient signé des accords commerciaux avec l'UE. Il a rappelé

que la Turquie s'était engagée à l'OMC à notifier les accords qu'elle conclurait aussitôt qu'ils seraient ratifiés. Il a indiqué que la Turquie avait adopté la législation suivante des CE: Règlement du Conseil sur le régime commun applicable aux exportations et Décision du Conseil sur les crédits à l'importation bénéficiant d'un soutien public. L'harmonisation des lois et des règlements de la Turquie avec les lois et les règlements des CE simplifierait le cadre juridique pour les pays tiers et réduirait le coût de leurs transactions. En ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle, il a indiqué que la Turquie avait adopté une part importante de l'"acquis communautaire" des CE, particulièrement pour ce qui était des dessins et modèles industriels, des indications géographiques, des marques de fabrique ou de commerce, etc. Depuis l'application de cette législation à l'égard de tous, les pays tiers bénéficieraient d'une meilleure protection en ce qui concerne leurs droits de propriété intellectuelle. L'adoption par la Turquie de nouvelles disciplines dans les domaines des normes de concurrence, des aides publiques, etc., améliorerait finalement les conditions d'accès au marché pour les pays tiers. On espérait que les Parties mettraient fin le plus rapidement possible dans leurs échanges commerciaux à l'application de mesures telles les mesures antidumping et les mesures compensatoires. A cette fin, des travaux venaient de se terminer sur l'élaboration d'un régime d'aides publiques compatible avec les règles de l'OMC et avec le régime en vigueur dans les CE. La "Décision relative à l'aide publique à l'exportation", qui venait tout juste d'entrer en vigueur, limitait la portée de l'aide publique à la recherche et au développement, à la protection de l'environnement, aux études de marchés, aux activités de formation, aux expositions et aux activités de promotion à l'étranger, aux restitutions à l'exportation des produits agricoles et à d'autres subventions compatibles avec les obligations que la Turquie avait contractées dans le cadre d'accords internationaux, en particulier l'Accord de l'OMC. Pour le bon fonctionnement de l'union douanière, la Turquie avait adapté ses normes industrielles et sa législation technique à celles des CE. Le "Régime de normalisation du commerce extérieur" de la Turquie avait pour objet de réglementer la normalisation et l'évaluation de la conformité, afin d'assurer la transparence et l'efficacité, eu égard aux règles de l'OMC dans ce domaine.

9. Le représentant de la Turquie a indiqué enfin que l'Accord d'union douanière avec les CE était l'étape la plus importante de la modernisation de l'économie de la Turquie et de son intégration au système commercial mondial. Puisque les obligations que la Turquie avait prises au titre de l'Accord étaient compatibles avec celles qu'elle avait prises dans le cadre de l'Accord de l'OMC, il était persuadé que le respect de ces obligations ne manquerait pas de faciliter et d'accélérer l'application des dispositions de l'OMC par la Turquie. La Turquie était convaincue que l'Accord avec les CE était conforme à l'article XXIV et a invité le Comité à arriver à la même conclusion.

10. Le représentant des Communautés européennes a fait remarquer que les Parties à l'Accord avaient suivi le modèle de présentation; il souhaitait qu'il apporterait des précisions sur les mécanismes de l'Accord qui était en tous points conforme à l'article XXIV. Les Accords d'Ankara, qui avaient été signés en septembre 1963, devaient être considérés comme un ensemble comprenant trois éléments principaux: premièrement, il y avait la Décision n° 1/95 du Conseil d'association CE-Turquie qui établissait le libre-échange de tous les produits, à l'exception des produits régis par la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Deuxièmement, il y avait la Décision n° 2/95 du Conseil qui établissait un régime transitoire pour certains produits sensibles. Après la fin de la période transitoire, tous les produits circuleraient librement dans le cadre de l'union douanière. Le troisième élément était l'Accord de libre-échange entre la Turquie et la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) qui avait été notifié à l'OMC le 31 juillet 1996. Il a rappelé que la CECA arriverait à échéance en 2002 et que par la suite, il était prévu que la Décision n° 1/95 du Conseil servirait de cadre pertinent pour tous les échanges de marchandises. Il a souligné que l'union douanière ne modifierait pas de façon significative le rythme des échanges entre les parties, puisque les entraves au commerce auraient été supprimées à la suite des Accords d'Ankara qui prévoyaient l'établissement graduel de l'union douanière.

11. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que l' Accord était conforme aux règles de l'OMC. Le Comité avait pour mandat de déterminer si un accord était conforme aux règles établies. Bien que les effets économiques de l' Accord puissent être éclairants, le Comité ne s' écarterait cependant pas du critère déjà employé par le passé pour déterminer la compatibilité d'un accord. Il ne faisait nul doute que l' Accord réduirait l' incidence générale des droits et des règlements qui régissaient le commerce. Il a souligné que l' adoption du tarif douanier commun par la Turquie pour presque tous les produits industriels aboutirait à une diminution substantielle des mesures de protection à l' importation de la Turquie. Il était estimé que la diminution pondérée dans l' ensemble serait de l' ordre de 35 pour cent des droits perçus effectifs. Les contingents qui avaient été introduits pour remplacer les droits de douane élevés dans le secteur des textiles aboutiraient aussi à une libéralisation importante. En général, les contingents de la Turquie et des CE pour les textiles se chiffraient à environ 93 000 tonnes. L' Accord prévoyait une augmentation des importations de 16 700 tonnes vers le marché Turquie-CE, ce qui se situait bien au-dessus des importations moyennes enregistrées pour la période allant de 1992 à 1994. Il a rappelé que l' Accord était conforme à l' article XXIV. Les éléments étaient suffisamment nombreux pour prouver que les Parties avaient respecté le critère mentionné à l' article XXIV, paragraphe 5, puisque l' Accord avait abouti à une libéralisation importante du marché de la Turquie; l' incidence générale des droits et des autres règlements commerciaux restrictifs avait diminué après l' entrée en vigueur de l' Accord. Il convenait de se rappeler que, mises à part les réductions tarifaires, la Turquie avait aussi pris des engagements substantiels dans les secteurs des droits de propriété intellectuelle, de la concurrence et des normes. Le Comité devait tenir compte, dans son examen de l' Accord, de la nature qualitative de la libéralisation des échanges.

12. En conclusion, le représentant des CE a affirmé que les arrangements pris au titre de l' Accord de l' union douanière et de l' Accord de libre-échange des produits du charbon et de l' acier répondaient à l' obligation d' éliminer les droits et les autres règlements commerciaux en ce qui concerne l' essentiel des échanges commerciaux entre les Parties. En outre, les Parties avaient appliqué pour l' essentiel les mêmes droits et les mêmes autres règlements commerciaux aux produits des pays tiers. Il n' y aurait presque pas d' entraves aux échanges entre les Parties à la fin de la période transitoire. Les périodes transitoires sont de courte durée et ne visaient que des points spécifiques. Un délai précis était imposé aux Parties pour mettre fin aux périodes transitoires en application de l' article XXIV, paragraphe 7 b). Sa délégation était d' avis que la décision à prendre en vertu de cette disposition était de savoir s' il était probable que l' Accord aboutisse à une union douanière au cours de la période envisagée par les Parties. Il ne faisait aucun doute que les accords visaient à faciliter le commerce entre les Parties et nullement à faire obstacle au commerce avec les pays tiers. En fait, les Parties avaient aplani les obstacles au commerce, ce dont bénéficieraient les pays tiers. Il a rappelé aux délégations que les négociations engagées au titre de l' article XXIV, paragraphe 6 se poursuivaient.

13. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que sa délégation appuyait l' Accord, mais qu' il était essentiel que tous les accords commerciaux régionaux soient conformes aux règles multilatérales. Certains accords passés récemment par les CE, dont celui conclu avec la Turquie, remettaient en question leur compatibilité avec l' article XXIV du GATT de 1994. L' exclusion de l' agriculture de la plupart de ces accords laissait beaucoup à désirer. L' argument des CE selon lequel l' article XXIV exigeait que les nouveaux pays membres adoptent certains arrangements restrictifs et discriminatoires pour assurer le bon fonctionnement de l' union douanière était douteux, puisque cette règle n' était pas appliquée dans tous les cas. Le caractère sélectif de cet argument confirmait qu' il servait à masquer une restriction aux échanges avec les pays tiers. Dans le secteur des textiles, la Turquie était tenue d' adopter des contingents, mais dans d' autres domaines, elle en était exemptée. Les accords commerciaux régionaux devraient avoir pour objectif de renforcer le système commercial multilatéral et non de l' affaiblir.

14. Le représentant de l' Inde a indiqué que sa délégation s' inquiétait particulièrement des restrictions quantitatives et des mesures de surveillance que la Turquie appliquait aux importations de textiles et de vêtements. Il a demandé à la Turquie de fournir des détails complets sur ces mesures ainsi que

toute autre information pertinente. Sa délégation croyait comprendre que l'article XXIV n'exigeait pas qu'un pays adhérent à une union douanière mette en place des restrictions quantitatives qui étaient déjà appliquées par l'union douanière. On pouvait donc faire valoir que l'imposition par la Turquie de restrictions quantitatives dans le secteur des textiles et des vêtements était une infraction à l'article XXIV.

15. Le représentant de Hong Kong a affirmé que l'examen avait fait ressortir des questions systémiques sur lesquelles le Comité devait se pencher. Il a estimé, à l'instar du délégué de l'Inde, que les restrictions quantitatives imposées dans le secteur des textiles et des vêtements étaient en infraction avec l'article XXIV.

16. Le représentant de la Suisse a félicité la Turquie et les CE d'avoir cherché à resserrer leurs liens. L'Accord, en plus d'intensifier les échanges entre les Parties, ouvrait des possibilités aux pays tiers. Il était impératif que tous les accords se conforment aux règles multilatérales.

17. Le représentant de la Thaïlande a déclaré que, bien que son pays ait par le passé fait les frais de la plupart des pratiques les plus discriminatoires des arrangements commerciaux régionaux, il appuyait néanmoins la création de tels arrangements pourvu qu'ils respectent l'esprit et la lettre des règles multilatérales. Il convenait de se rappeler que l'article XXIV était une exception au principe cardinal de la NPF et qu'à ce titre, il devait être interprété de manière restrictive. Il était impératif que les Membres qui désirent conclure des accords commerciaux régionaux respectent tous les règlements multilatéraux pertinents, y compris l'article XXIV, paragraphe 6, qui exigeait que les Parties à un accord commercial régional engagent des négociations en vue d'une compensation au titre de l'article XXVIII. Ainsi, un retrait unilatéral de concessions en vertu de l'article II du GATT de 1994 constituait une violation aux règles multilatérales. De même, l'imposition de restrictions quantitatives par les nouveaux membres d'une union douanière violait les dispositions du GATT de 1994, puisqu'elles ne pouvaient pas se justifier au regard de l'article XXIV. Sa délégation aurait aimé obtenir un complément d'information sur les mesures restrictives appliquées par la Turquie.

18. Le représentant du Japon a indiqué que sa délégation avait pris note des déclarations des Parties selon lesquelles l'Accord avait fait baisser considérablement l'incidence générale des droits et des autres règlements commerciaux. Cependant, sa délégation souhaitait soulever certaines questions, notamment concernant la mise en place de restrictions quantitatives dans le secteur des textiles et des vêtements. Sa délégation était d'accord avec les déclarations de l'Inde, de Hong Kong, de la Thaïlande et des Etats-Unis.

19. Le représentant de la Norvège a souligné la primauté des règles de l'OMC sur le régionalisme; il était important que tous les Membres qui souhaitaient conclure des accords commerciaux régionaux les respectent. Sa délégation se félicitait du resserrement des liens entre les CE et la Turquie et elle était persuadée que l'Accord comporterait aussi des avantages pour les pays tiers.

20. Le représentant de l'Australie a déclaré que sa délégation avait trois préoccupations préliminaires, c'est-à-dire la mise en place de restrictions quantitatives dans le secteur des textiles et des vêtements; l'incidence générale des droits et des autres règlements commerciaux après la formation de l'union douanière; et le point de savoir si des changements avaient été apportés aux politiques agricoles des Parties après la mise en oeuvre de l'Accord, particulièrement en ce qui concerne les subventions à l'exportation.

21. Le représentant des Communautés européennes a précisé que le Comité devait s'en tenir à son mandat et examiner les accords en fonction des règles multilatérales pertinentes. Il ne serait pas juste de dire que les accords commerciaux régionaux étaient "tolérés" au sein de l'OMC. Au contraire, ils étaient souhaités puisqu'ils offraient la possibilité d'élargir le commerce mondial. En outre, il était

d'avis que la deuxième phrase de l'article XXIV, paragraphe 4, ne conférait pas au Comité le mandat de chercher à savoir s'il y avait eu détournement ou création d'échanges. Il reconnaissait les limites de la politique commerciale puisqu'il n'existait aucune garantie que les accords commerciaux régionaux aboutiraient à un élargissement du commerce. Les forces économiques fondamentales devaient exister: la politique commerciale pouvait tout au mieux définir le cadre de l'élargissement de l'activité commerciale. Il a rappelé sa déclaration précédente selon laquelle l'Accord présenterait des avantages pour les pays tiers, puisque l'incidence générale des droits et des autres règlements commerciaux avait été réduite. Il a réfuté les suggestions selon lesquelles certains accords passés par les CE ne créaient pas vraiment un libre-échange. Il a ajouté que le critère énoncé à l'article XXIV n'exigeait pas un libre-échange complet dans tous les secteurs de l'activité économique. On aurait tort de profiter du processus d'examen pour changer les règles. Si les Membres voulaient modifier ce critère, ils devaient avoir recours aux procédures appropriées. Il a déclaré que le rapport du groupe de travail sur l'adhésion de l'Espagne et du Portugal indiquait clairement que l'expression "règlement commercial" comprenait les restrictions quantitatives. En ce qui avait trait aux textiles, il était d'avis que l'article XXIV permettait aux unions douanières de maintenir des mesures restrictives, pourvu que ces mesures ne soient pas plus restrictives que celles qui prévalaient avant l'établissement de l'union douanière. Ainsi, les CE ne pouvaient pas reprocher l'imposition de restrictions quantitatives qui seraient éliminées graduellement de toute façon après la période transitoire. Il a affirmé que l'article XXIV était une disposition pertinente au sens de l'article 2, paragraphe 4 de l'Accord relatif aux textiles et aux vêtements (ATV) et que la mise en place de restrictions quantitatives était justifiée. Il estimait, comme le représentant de Hong Kong, que le Comité devait considérer cette question dans son examen comme étant d'ordre systémique. Il a proposé que le Comité discute de la relation entre l'article XXIV du GATT de 1994 et les autres Accords de l'OMC.

22. Le représentant de Hong Kong a indiqué que l'article XXIV, paragraphe 4, reconnaissait que la formation d'une union douanière et d'une zone de libre-échange pouvait parfois accroître les obstacles aux échanges avec les pays tiers. Il estimait que l'article XXIV, paragraphe 8, n'offrait pas de couverture juridique pour l'adoption de mesures qui, en d'autres circonstances, seraient incompatibles avec le GATT de 1994. Il a rappelé qu'au cours de l'examen du groupe de travail sur l'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux CE, ces dernières avaient admis que l'article XXIV ne prévoyait pas de dérogation aux dispositions du GATT.

23. Le représentant de la Thaïlande a contesté l'opinion exprimée par les CE selon laquelle l'article XXIV permettait aux unions douanières d'adopter des restrictions quantitatives et de les appliquer aux échanges avec les pays tiers. Il a indiqué qu'il fallait établir une distinction entre les "règlements commerciaux restrictifs" mentionnés à l'article XXIV:8 a) et b) et les autres "règlements commerciaux" évoqués à l'article XXIV:5 a). Une lecture correcte de l'article XXIV montrerait qu'il ne prévoyait pas de couverture juridique pour l'adoption de restrictions quantitatives.

24. Le représentant des Communautés européennes a estimé, à l'instar du représentant de la Thaïlande, qu'il faudrait établir une distinction entre les expressions "règlements commerciaux restrictifs" et "règlements commerciaux". La première expression s'appliquait aux échanges entre les pays membres d'une union douanière, tandis que la seconde s'appliquait aux échanges avec les pays tiers. Toutefois, il n'était pas d'accord avec son analyse selon laquelle l'article XXIV n'offrait pas une couverture juridique à l'adoption de restrictions quantitatives.

B. Section I: Renseignements généraux sur l'Accord**I.1 Liste des membres et dates de signature, de ratification et d'entrée en vigueur**

25. Le représentant des Etats-Unis a demandé aux Parties de remettre au Comité, dans la mesure du possible, des renseignements à jour, notamment des statistiques commerciales de base pour la Turquie et pour les CE à 15, faute de quoi il serait difficile d'évaluer l'incidence de l'Accord sur les pays tiers.

26. Le représentant de Hong Kong a déploré que, même si l'Accord à l'étude était entré en vigueur le 31 décembre 1995, l'OMC n'en avait eu notification qu'à la mi-février de l'année suivante.

27. Le représentant des Communautés européennes a indiqué que les Parties fourniraient des renseignements d'emploi facile qui raccourciraient la durée des débats du Comité. Les délégations seraient ainsi à même de comparer facilement les droits de douane applicables avant et après la mise en oeuvre de l'Accord. Les délégations découvriraient que l'incidence de la protection a été réduite considérablement dans le commerce de toutes les marchandises, y compris les textiles et les vêtements. En ce qui concerne la question soulevée par le représentant des Etats-Unis, il a précisé que des données détaillées sur le commerce n'étaient pas disponibles pour 1996, mais que d'après les données disponibles pour la période allant de 1990 à 1996, les importations des CE à 15 en provenance de Turquie représentaient 1,77 pour cent de toutes les importations de 1995 et 1,69 pour cent de celles de 1996. La différence était très mince. Sur la base des données pour la période allant de 1992 à 1994, 93,4 pour cent des importations de la Turquie (à l'exception des importations de produits agricoles) en provenance des CE à 15 n'avaient fait l'objet d'aucun droit. Ce chiffre atteindrait 95,5 pour cent lorsque le régime transitoire résultant de la Décision n° 2/95 du Conseil et les restrictions imposées sur les produits agricoles transformés seraient abolis. Par comparaison, les importations des CE à 15 en provenance de Turquie (à l'exception des importations de produits agricoles) atteindraient 86 pour cent à la fin de la période de cinq ans. D'après les importations moyennes pour la période allant de 1992 à 1994, les droits effectivement perçus par les autorités turques avaient diminué de 35 pour cent. En ce qui a trait à la question de la transparence, le représentant a indiqué qu'il ne serait peut-être pas réaliste que les Parties à un accord commercial régional notifient leur accord avant sa mise en oeuvre. Le représentant du Japon a demandé que les CE communiquent par écrit les données dont il était question dans leur déclaration.

I.2 Type d'accord

28. Le représentant des Etats-Unis a demandé des précisions sur la durée de la période de transition et s'est interrogé sur la conformité avec l'article XXIV qui prévoyait une période indicative de dix ans au cours de laquelle toutes les mesures transitoires devaient être éliminées progressivement. A cet égard, le représentant de la Turquie a rétorqué que, même si l'accord d'association initial, signé en 1964, prévoyait l'établissement d'une union douanière, il ne fixait pas de délai spécifique, compte tenu des différences énormes entre les conditions économiques qui prévalaient dans les CEE et en Turquie. Toutefois, il contenait des clauses visant à réduire les écarts qui existent entre les économies des Parties. Le Protocole additionnel de 1970, qui était entré en vigueur en 1973, prévoyait une période indicative pour l'établissement de l'union douanière. Par conséquent, la période transitoire de 22 ans n'était pas très longue. En tout état de cause, la règle de dix ans mentionnée par le représentant des Etats-Unis n'avait été adoptée qu'au cours du Cycle d'Uruguay. Il était important de mettre l'accent sur les éléments de l'union douanière et non sur la période transitoire.

I.3 Champ d'application de l'Accord

29. Le représentant de l'Australie a demandé quelle méthode la Turquie utiliserait pour ajuster les plus élevés de ses droits pour certains produits au TEC: Est-ce que ce sera par phases régulières

(réductions similaires) sur une période de cinq ans? Il a demandé également si des produits supplémentaires pourraient s'ajouter à la liste d'exceptions. La représentante de la Turquie a répondu que son pays n'avait pas l'intention d'ajouter des exceptions à la liste. Elle a signalé que les produits qui n'étaient pas visés par le TEC ne représentaient que 1,4 pour cent de l'ensemble des lignes tarifaires. Seulement 256 des 18 132 produits couverts par l'union douanière se situaient dans les lignes à huit chiffres. La Turquie avait l'intention de les aligner graduellement au TEC dans un délai de cinq ans.

30. Le représentant des Etats-Unis a indiqué que l'exclusion de l'acier du champ d'application de l'Accord portait atteinte aux droits des pays tiers. Le libre-échange de l'acier entre les Parties ne suffisait pas. Même si les CE avaient fait valoir à plusieurs reprises que l'article XXIV exigeait qu'elles aient un marché unique, elles s'étaient montrées disposées à laisser de côté la lettre et l'esprit de l'article XXIV quand c'était dans leur intérêt. L'interprétation sélective de l'article XXIV compromettait son efficacité. Le représentant des Communautés européennes a répondu que le représentant de la Turquie a bien cerné cette question dans sa déclaration liminaire. Il a indiqué que l'Accord n'exclut aucun secteur important de son champ d'application. L'Accord de libre-échange de l'acier devait être considéré comme un arrangement transitoire, qui serait aboli graduellement bien avant 2004, année où les Communautés européennes seraient tenues d'abolir les dernières restrictions relatives à l'acier dans le cadre des obligations qu'elles avaient contractées au cours du Cycle d'Uruguay. Après la période transitoire, il existerait un marché unique et le tarif extérieur serait ajusté conformément aux engagements pris au cours du Cycle d'Uruguay. La Turquie ne pourrait pas se permettre de maintenir des restrictions, puisque les produits qui circulaient librement au sein des CE pourraient entrer aussi librement sur le marché de la Turquie. En conséquence, l'argument selon lequel les droits des pays tiers seraient lésés ne tenait pas.

31. Le représentant de la Suisse a demandé si les Parties à l'Accord avaient l'intention de déposer une liste commune des concessions. La représentante de la Turquie a répondu que s'il était vrai que les Parties avaient des listes de concessions distinctes annexées à l'Accord de l'OMC, la Turquie appliquait le TEC dans ses échanges avec les pays tiers.

C. Section II: Dispositions en matière de commerce

II.1 Restrictions à l'importation

32. Le représentant de l'Australie a demandé quelle était la proportion des lignes tarifaires de la Turquie qui était affectée par le TEC. Il serait utile que la Turquie fournisse des renseignements qui précisent les lignes tarifaires qu'elle avait modifiées pour se conformer au TEC, de même que des renseignements sur le pourcentage des importations non préférentielles qui étaient visées par l'alignement des taux de droit de la Turquie sur ceux du TEC. En outre, il a demandé des renseignements sur les produits qui faisaient maintenant l'objet de contingents tarifaires au lieu de droits de douane. Enfin, il a voulu savoir si les contingents tarifaires des CE avaient été ajustés pour tenir compte des importations de la Turquie et, dans l'affirmative, sur quelle base le volume des contingents tarifaires avait été établi.

33. Le représentant de la Turquie a signalé qu'un document indiquant les taux de protection appliqués de 1993 à 1996 serait distribué aux délégations. Des renseignements par ligne tarifaire seraient aussi communiqués aux délégations. Environ 98 pour cent des lignes tarifaires de la Turquie faisaient l'objet de droits supérieurs à ceux du TEC. A la suite de la mise en oeuvre de l'Accord, le taux de protection moyen avait été ramené au niveau du TEC, à savoir à 5,6 pour cent. La Turquie avait toujours préféré des droits élevés pour protéger ses industries face à la concurrence étrangère. En 1995, les taux de protection moyens à l'égard des exportations des CE et des pays tiers étaient de 14 et de 19 pour cent, respectivement.

34. Le représentant de l'Australie s'est référé à l'article 17 de l'Accord et a demandé que les Parties fournissent des renseignements sur les produits visés. Il aurait aimé avoir des précisions sur la portée de l'article 18 de l'Accord, en particulier sur la méthode qui serait utilisée pour établir la composante agricole conformément à l'article 19. Sa délégation a également demandé quels étaient les éléments énumérés à l'annexe 1 qui faisaient l'objet de cette composante agricole. Le représentant des Communautés européennes a répondu qu'il était raisonnable de traiter dans l'Accord les produits agricoles transformés; la plupart des accords préférentiels conclus par les CE contenaient une disposition similaire. L'avantage de cette politique résidait dans sa souplesse: d'une part, elle permettait la libéralisation rapide des restrictions relatives à l'élément de transformation, et d'autre part, elle permettait un régime distinct régissant la composante agricole.

35. Le représentant de la Turquie, se rapportant aux annexes du document WT/REG22/1, a indiqué qu'aux termes de l'Accord, la Turquie était tenue d'ajuster sa politique commerciale extérieure à celle des CE. Il lui fallait donc adopter des règles relatives aux produits agricoles transformés. Ces derniers étaient des produits contenant un mélange de sucre et de céréales. Ceci expliquait la raison pour laquelle les taux de protection visant ces produits devaient tenir compte des éléments de base qui les composaient, c'est-à-dire les composantes industrielles et agricoles. La composante industrielle n'était assujettie à aucun droit *ad valorem* dans le cadre de l'union douanière, tandis que la composante agricole l'était. Chaque Partie appliquait des taux distincts dans ses échanges avec les pays tiers, dans la mesure où la composante agricole était touchée. La Turquie avait réduit de 50 pour cent son taux de protection sur les éléments agricoles en provenance des pays tiers.

36. Le représentant des Etats-Unis a souhaité obtenir des précisions sur la portée de l'article 8 de l'Accord, en particulier sur les critères utilisés pour déterminer quels instruments importants des CE la Turquie devait adopter. Il a également demandé des précisions sur la portée de l'article 9 de l'Accord qui énonce les conditions dans lesquelles les échanges s'effectueraient après l'adoption de certaines mesures par la Turquie. Le représentant des Communautés européennes a répondu en se reportant à l'article 10 de l'Accord et a dit que toute cette question tournait autour des obstacles techniques au commerce.

II.3 *Règles d'origine*

37. Le représentant des Etats-Unis s'est référé aux articles 17 à 23 de l'Accord et a demandé plus de renseignements sur les règles gouvernant les produits agricoles transformés. Il doutait que la distinction soit possible. La latitude accordée à la Turquie pour maintenir des restrictions sur certains produits et les éliminer graduellement n'était pas conforme aux dispositions de l'article XXIV. Il a demandé aux Parties d'expliquer le fonctionnement concret de ces dispositions, particulièrement leurs effets sur les pays tiers et sur échanges entre les Parties.

38. Le représentant des Communautés européennes a précisé que l'article XXIV:8 a) ii) exigeait des Parties qu'elles appliquent pour l'essentiel les mêmes règlements commerciaux. Les Parties avaient éliminé les droits et les autres règlements commerciaux restrictifs pour l'essentiel des échanges entre elles, y compris dans le secteur agricole, même si quelques obstacles subsistaient, qui seraient toutefois éliminés après la période transitoire. Les Parties s'étaient mutuellement engagées à améliorer l'accès au marché de leurs produits agricoles respectifs. On espérait qu'une entente visant à améliorer l'accès soit réalisée d'ici à la fin de l'année. Le représentant a fait remarquer que 91 pour cent des exportations agricoles de la Turquie bénéficiaient d'un traitement préférentiel au sein des CE. Sur ce nombre, 71 pour cent entraient dans les CE en franchise de droits. Il espérait qu'après la fin des négociations, les exportations des CE vers le marché de la Turquie bénéficieraient d'un traitement préférentiel du même ordre. Comme l'agriculture ne représentait que 9 pour cent des échanges entre les Parties et que ces dernières s'étaient vraiment engagées à libéraliser davantage ce secteur, on pouvait dire que l'Accord était conforme à l'article XXIV. Les règles multilatérales n'exigeaient pas que les Parties à un ACR

abolissent tous les obstacles aux échanges. Le mot-clé est "l'essentiel"; on ne pouvait pas l'interpréter comme signifiant "tous". Vu l'ampleur de la libéralisation au titre de l'Accord, il était clair que l'union douanière satisfaisait au critère établi à l'article XXIV, paragraphe 8, du GATT de 1994. Le secteur agricole est en passe de se conformer à ce critère.

II.5 *Sauvegardes*

39. Le représentant de Hong Kong a demandé si l'application commune des mesures de politique commerciale par une union douanière impliquait que les membres de cette union adoptent automatiquement les mesures appliquées par celles-ci aux échanges avec les pays tiers. Il a également demandé s'il existait une différence dans le degré d'harmonisation ou d'application commune des instruments commerciaux tels que les mesures de sauvegarde, les mesures antidumping ou compensatoires dans le cadre de l'union douanière.

40. Le représentant des Communautés européennes a indiqué qu'une union douanière reposait sur l'élimination des obstacles aux échanges afin de permettre la libre circulation des marchandises sur le territoire des Parties. Si les membres n'appliquaient pas une politique uniforme à l'égard des pays tiers, les marchandises interdites dans un pays membre en application d'une mesure de sauvegarde pourraient bien pénétrer dans ce même pays en passant *par* d'autres pays membres. Cette préoccupation légitime avait incité les Parties à adopter les mêmes mesures à l'égard des pays tiers. Toute mesure adoptée par l'union douanière serait conforme aux règles de l'OMC. Bien que le représentant sût qu'un régime ait été instauré, les Parties n'avaient appliqué aucune mesure, ce qui témoigne de la prudence dont font preuve les Parties dans leur approche à cette question. Les Parties reconnaissaient le côté délicat de celle-ci pour les Membres de l'OMC et étaient conscientes qu'il fallait l'aborder au cas par cas et avec prudence, en gardant à l'esprit la primauté des règles de l'OMC. Il ne conviendrait pas de décrire le régime comme étant automatique pour les raisons exposées ci-avant. L'adoption de règles communes sur les normes, sur la politique de concurrence et sur les aides publiques devait être considérée dans la même optique; ces règles visaient à assurer qu'aucune force ne vienne amoindrir l'engagement de libre circulation des marchandises entre les Parties. Il fallait se féliciter de l'acceptation de ces nouvelles disciplines par la Turquie, puisque peu de pays du même niveau de développement avaient mis en oeuvre des réformes d'une telle ampleur. L'intervenant a rappelé que les réformes ne profiteraient pas uniquement à la Turquie, mais aussi à ses partenaires commerciaux. Il a ajouté qu'après la période transitoire, les Parties harmoniseraient leur législation et cesseraient d'appliquer des instruments de défense dans leurs relations commerciales avec les pays tiers.

41. Le représentant du Japon a exposé le point de vue de sa délégation en la matière: l'application automatique de droits antidumping, de mesures compensatoires et de mesures de sauvegarde, sans tenir compte des conditions du marché réelles des pays visés n'était pas compatible avec les règles de l'OMC et n'était pas justifiée au regard de l'article XXIV du GATT de 1994. Il a indiqué que sa délégation avait pris note des explications données par les CE relativement à la volonté des Parties de mettre en place un régime de défense commerciale cohérent et harmonisé au cours des années à venir contre les pays tiers. Il s'est dit heureux que les Parties n'aient appliqué jusqu'à présent aucune mesure contre les exportations d'un pays tiers. Il a demandé si les Parties pouvaient préciser le sens de l'expression "substantiellement similaires" de la section sur les sauvegardes du document WT/REG22/5. Il aurait aimé avoir plus de précisions sur la politique antidumping des Parties.

42. Le représentant de Hong Kong a dit qu'à son sens la Turquie serait tenue par l'Accord d'adopter des mesures de sauvegarde lorsque des mesures similaires étaient en vigueur au sein des CE et que toute mesure adoptée par les Parties serait conforme à l'Accord relatif aux sauvegardes de l'OMC. Il a demandé si les Parties procéderaient à des enquêtes distinctes avant l'adoption de telles mesures. Il a également demandé à la délégation de la Turquie si elle avait modifié sa législation sur les mesures de sauvegarde, sur les mesures antidumping et sur les mesures compensatoires depuis la mise en oeuvre

de l'Accord. Le cas échéant, les modifications avaient-elles été notifiées aux comités respectifs de l'OMC? Le débat sur le degré d'harmonisation des instruments de politique commerciale était d'une importance capitale, vu la prolifération des accords commerciaux régionaux. Il fallait prendre en compte une contradiction fondamentale: d'une part, l'attachement des Parties à la libre circulation des marchandises, mais d'autre part, leur hésitation ou leur incapacité à harmoniser ou intégrer pleinement leurs instruments de politique commerciale. Le maintien par les Parties d'instruments de politique ou de régimes commerciaux différents faisait ressortir clairement la possibilité de conflit. Les Membres de l'OMC s'intéressaient à la méthode qu'utiliseraient les Parties pour résoudre ce problème. Il a relevé l'argument du délégué du Japon au sujet de l'élargissement des CE et affirmé que l'application de droits antidumping sans enquête plus approfondie ne se justifiait pas au regard des règles de l'OMC. Il espérait que ni les CE ni les autres Membres ne suivraient ce précédent.

43. Le représentant de la Corée a souscrit aux propos du Japon et de Hong Kong et a dit qu'en vertu des règles de l'OMC, les Parties à un ACR étaient tenues d'adopter pour l'essentiel les mêmes règlements commerciaux dans leurs relations commerciales avec les pays tiers et d'éliminer également les droits et les autres règlements restrictifs y compris les mesures de sauvegarde et les mesures antidumping dans leurs échanges avec ces pays. Bien que les Parties aient l'intention d'harmoniser leur législation à l'avenir, il semblait qu'elles ne répondent pas au critère énoncé à l'article XXIV. Sa délégation s'inquiétait de l'extension automatique de l'application de mesures antidumping aux pays qui adhéraient à une union douanière; il fallait faire la distinction entre les mesures en place au moment de l'établissement de l'union douanière et les mesures adoptées peu après la formation de l'union douanière. Des mesures de protection ne pouvaient être adoptées qu'après que des enquêtes aient été menées en conformité des règles de l'OMC. L'application automatique de droits sans enquête semblait contraire aux règles de l'OMC. Sa délégation n'aurait aucune réserve si les Parties suivaient la procédure appropriée.

44. Le représentant des Etats-Unis a dit qu'il partageait les inquiétudes exprimées par le représentant de la Corée. Relativement à l'article 44 de l'Accord, qui semblait exempter la Turquie des mesures de défense commerciale, il a demandé si l'exemption prévue était automatique et quelles étaient les mesures communautaires que la Turquie devrait appliquer. Il a demandé des précisions sur le champ d'application de l'article 45 de l'Accord qui prévoit la coordination entre les Parties lorsqu'elles adoptent des mesures de protection à l'encontre des pays tiers.

45. Le représentant des Communautés européennes a rappelé que l'Accord ne contenait pas de disposition sur l'application commune de mesures antidumping et de mesures compensatoires. Il lui semblait pertinent d'établir une distinction entre la mise en place de mécanismes similaires dans le traitement de cas particuliers et la prise de ce que l'on pourrait appeler une action concertée dans tout cas particulier. Il a indiqué que l'expression "mise en place de mesures similaires" avait un sens particulier parce qu'elle désignait les instruments législatifs qui comportent ces mécanismes. En ce qui concerne la question posée par le délégué du Japon, il a précisé que l'expression "substantiellement similaires" désignait un mécanisme visant un résultat conforme aux résultats attendus du mécanisme des CE. Les Parties avaient l'intention d'harmoniser et, par la suite, d'intégrer leurs politiques. En ce qui concerne les sauvegardes, il indique que l'Accord prévoit l'harmonisation des mesures. Il a rappelé qu'aucune mesure de sauvegarde déjà en vigueur au sein des CE n'avait été étendue à la Turquie. Passant à l'élargissement des CE, il a précisé que l'élargissement de la "frontière antidumping et de sauvegarde" existait pour des raisons bien justifiées. Il a rappelé aux délégations le niveau de l'intégration économique entre les Parties et l'existence d'un cadre de politique sur la concurrence cohérent et pleinement appliqué au sein des CE et qui s'appliquait aux nouveaux membres dès leur adhésion. Il a rappelé en outre que les Parties s'étaient engagées à harmoniser graduellement leur législation sur la concurrence et tout autre législation pertinente et à abolir le droit de chaque Partie de prendre des mesures de défense commerciale contre les autres parties. Se référant à la déclaration de la Corée, il a dit que l'observation selon laquelle les articles VI et XIX du GATT de 1994 n'étaient

pas expressément mentionnés dans l'article XXIV:8 comme constituant des exceptions était exacte. La Turquie et les CE administraient des régimes distincts à l'égard des pays tiers. Il a soutenu que le critère applicable aux termes de l'article XXIV:8 consistait à déterminer si les Parties s'étaient engagées à supprimer les mesures de défense commerciale dans leurs échanges, ce qu'en l'occurrence les Parties avaient fait. Leur accord pouvait donc être considéré comme conforme à l'article XXIV. En réponse à la question posée par le représentant des Etats-Unis, il a signalé qu'il était prévu que les Parties coordonnent leurs instruments de défense commerciale par l'intermédiaire du Conseil d'association, l'organe de décision conjoint chargé d'examiner l'application de telles mesures par une Partie contre une autre Partie.

46. La représentante de la Turquie a dit qu'en application de l'Accord, son pays avait modifié et mis en oeuvre plusieurs lois et règlements en vue d'aligner son cadre commercial sur la politique commerciale commune des CE. Des règles communes ont été adoptées à plusieurs égards, notamment dans le cas des importations en provenance de certains pays tiers, des mesures de surveillance et de sauvegarde, des crédits officiels de soutien à l'exportation et des importations de textiles. Elle a rappelé que la Turquie était en passe de conclure des accords commerciaux préférentiels avec des pays qui avaient conclu de tels arrangements avec les CE. L'objectif général de ces démarches était d'aligner la politique commerciale de la Turquie sur celle des CE. La Turquie avait des lois régissant la concurrence et les aides de l'Etat, de même que des lois visant à protéger les droits en matière de politique commerciale et industrielle. La Turquie était signataire de nombreuses conventions internationales et avait mis en oeuvre des lois visant à protéger le consommateur. Elle avait adopté environ 90 pour cent des règlements des CE portant sur un large éventail de questions.

47. Le représentant de Hong Kong a indiqué que sa délégation serait heureuse de recevoir des réponses écrites aux questions qu'elle avait posées relativement à la notification des changements apportés aux lois et aux règlements de la Turquie à la suite de la mise en oeuvre de l'Accord. Il ne saisissait pas très bien la déclaration des CE selon laquelle il était prévu que le mécanisme de sauvegarde de la Turquie aboutirait aux mêmes résultats que le système des CE. Cette déclaration portait à croire que la mesure serait appliquée quelle que soit l'issue des enquêtes menées sur le marché de la Turquie. Il avait l'impression que les CE n'invoqueraient des mesures de sauvegarde que lorsque des enquêtes menées sur son marché justifieraient l'adoption de telles mesures. De même, la Turquie n'imposerait des mesures que lorsque des enquêtes menées sur son propre marché les justifieraient. Si l'ensemble de l'union douanière estimait qu'il existait une menace, les membres pourraient prendre collectivement des mesures à la lumière des éléments de preuve.

48. Le représentant des Communautés européennes a souscrit à la déclaration du représentant de Hong Kong; il a affirmé que les Parties ne prendraient des mesures qu'après que des enquêtes distinctes auraient été menées sur les marchés. Sa remarque précédente se rapportait à la nature distincte du système administratif de la Turquie par rapport à celui des CE. Il a souligné que les Parties avaient contracté des obligations communes en raison des disciplines de l'OMC dans ce secteur. Ces obligations, qui s'ajoutaient à celles prises en vertu de l'Accord d'association entre les Parties, constituaient le cadre externe en vigueur sur le territoire des deux Parties.

II.7 *Subvention et aide de l'Etat*

49. Le représentant des Etats-Unis, en référence à l'article 34 de l'Accord, a demandé ce qui constituait un "projet important d'intérêt européen commun" au sens dudit article et s'il existait des lignes directrices à cet égard. Le représentant des Communautés européennes a répondu qu'il n'existait aucune règle pour déterminer les projets ayant vocation à une aide. Cette qualité devait être déterminée au cas par cas en tenant compte de tous les éléments nécessaires. Les dispositions de l'article 34 reflétaient fidèlement les arrangements internes existant au sein des CE. C'était là un exemple de plus du respect par la Turquie des disciplines visant à assurer le bon fonctionnement de l'union douanière.

II.8 Dispositions sectorielles spécifiques - échanges entre les pays Membres

50. Le représentant de l'Australie a demandé, au sujet de l'article 24 de l'Accord, quand les Parties élimineraient le reste des obstacles aux échanges agricoles. Les Membres de l'OMC voulaient savoir quand l'élimination progressive des mesures transitoires serait complètement terminée, vu qu'il avait fallu plus de 30 ans pour établir l'union douanière. Le représentant a également demandé si, en vertu de l'article 25 de l'Accord, la Turquie devait adopter la Politique agricole commune (PAC) des CE, en particulier les dispositions relatives aux subventions à l'exportation et aux mesures de soutien interne. Dans l'affirmative, les mesures prises par la Turquie et celles prises par les CE seraient-elles fusionnées?

51. Le représentant des Etats-Unis affirme qu'il n'y avait pas libre-échange des produits agricoles entre les CE et la Turquie. En outre, il était évident que la Turquie adopterait la PAC des CE dans ses relations commerciales avec les pays tiers en temps voulu. Il a demandé quand le reste des obstacles aux échanges de produits agricoles seraient éliminés pour qu'il y ait libre-échange de tous les produits agricoles. Il a également demandé si la Turquie adopterait la législation commerciale discriminatoire des CE dans ce secteur, en particulier la Directive concernant les hormones.

52. Le représentant des Communautés européennes a dit que le libre-échange des produits agricoles était l'objectif ultime des Parties. Il a noté qu'une proportion substantielle des échanges agricoles avait été libéralisée. Il a rappelé aux délégués les statistiques fournies par les Parties et dit que ces dernières étaient en passe d'atteindre cet objectif. S'agissant de la durée de la période transitoire, il a déclaré que les Parties s'attachaient à éliminer progressivement toutes les mesures transitoires le plus rapidement possible; les négociations étaient bien engagées et devraient se terminer d'ici à la fin de l'année. Il prévoyait que l'Accord qui s'ensuivrait libéraliserait davantage les échanges des produits agricoles, à l'avantage aussi bien des pays tiers que des deux Parties. Il a souligné que l'Accord répondait au critère de "l'essentiel des échanges commerciaux" énoncé à l'article XXIV. Il n'était pas d'accord avec le point de vue des Etats-Unis selon lequel ce critère n'exigeait pas une analyse quantitative et il a suggéré au Comité d'examiner les conséquences systémiques de ce critère. Toutefois, il a maintenu que l'Accord était conforme à l'article XXIV du GATT de 1994 et que les Parties étaient plus avancées dans leurs efforts de libéralisation que ne l'exigeaient les règles de l'OMC. Passant à la question sur l'article 25, il a signalé que la Turquie n'adopterait que les mesures de la PAC qui faciliteraient le libre-échange des produits agricoles entre les Parties.

53. Le représentant de l'Australie a déclaré que le représentant des CE n'avait pas apporté de précision quant à la durée de la période transitoire ni répondu à sa question portant sur le point de savoir si les CE et la Turquie avaient l'intention de fusionner leurs mesures de subventions à l'exportation et de soutien interne.

54. Le représentant de Hong Kong est convenu avec le représentant des CE qu'il fallait examiner de nouveau le critère de "l'essentiel des échanges commerciaux" qui est au cœur de l'article XXIV. Il a déploré qu'après tant d'années, les Membres n'aient pas encore réussi à délimiter le champ de ce critère.

55. Le représentant des Etats-Unis a dit que les Parties ne satisfaisaient pas au critère de "l'essentiel des échanges commerciaux". Il était largement reconnu que pour qu'un accord commercial régional soit conforme à l'article XXIV, il ne fallait exclure aucune grande activité économique. Des dispositions visant à une conformité future, lorsque l'Accord serait en vigueur depuis longtemps, n'étaient conformes ni à l'esprit ni à la lettre de l'article XXIV.

56. Le représentant des Communautés européennes a répondu à la première question posée par le représentant de l'Australie que la Turquie n'envisageait nullement d'adopter l'arrangement interne des CE en ce qui concerne le soutien interne et les subventions à l'exportation. Quant à la deuxième

question, il a souligné que les Parties avaient déjà satisfait au critère énoncé à l'article XXIV et que toute nouvelle mesure de libéralisation, y compris celle qui était appliquée actuellement pour libéraliser davantage l'agriculture, devait être considérée comme facultative et non pas comme une obligation légale. Il a rappelé aux délégations qu'environ 71 pour cent des exportations agricoles de la Turquie étaient admises sur le territoire des CE en franchise de droits. Ce pourcentage était élevé et répondait au critère de l'article XXIV en vertu duquel tous les grands secteurs de l'activité économique devaient être libéralisés. Enfin, la Turquie n'était pas tenue d'appliquer la Directive concernant les hormones, qui d'ailleurs n'était pas une mesure commerciale discriminatoire comme le prétendait le représentant des Etats-Unis.

II.8 *Dispositions sectorielles - importations en provenance des pays tiers*

57. Le représentant de l'Inde a rappelé le point de vue de sa délégation, à savoir que les restrictions quantitatives qu'imposait la Turquie après la mise en oeuvre de l'Accord conclu avec les CE n'étaient pas conformes aux dispositions de l'article XXIV. Il était douteux qu'une lecture parallèle de l'article 2, paragraphe 4, de l'Accord relatif aux textiles et aux vêtements (ATV) et de l'article XXIV du GATT de 1994 justifie l'extension à la Turquie de l'application de restrictions quantitatives. Le représentant de Hong Kong a abondé en ce sens. Les dispositions de l'article XXIV, paragraphe 8, du GATT de 1994, qui ne faisaient que définir les éléments constitutifs d'une union douanière et d'une zone de libre-échange, ne justifiaient nullement cette extension. Les représentants des CE et de la Turquie ont fait valoir que la mise en place de mesures dans le contexte de l'article 2, paragraphe 4, de l'Accord relatif aux textiles et aux vêtements était justifiée au regard de l'article XXIV. Ils ont souligné que la règle de la *lex specialis* n'était pas applicable en l'espèce, car la relation entre l'article 2, paragraphe 4, de l'ATV et l'article XXIV du GATT de 1994 n'avait pas été établie.

D. Section III: Dispositions générales de l'Accord - Exceptions et réserves

III.3 *Procédures de règlements des différends*

58. Les représentants de Hong Kong et de l'Inde ont demandé quelle était exactement la relation entre les dispositions relatives au règlement des différends de l'Accord et celles de l'OMC. A la lecture de l'Accord, il semblait que tous les différends entre les Parties devaient être réglés bilatéralement.

III.4 *Lien avec d'autres accords commerciaux*

59. Le représentant du Japon a demandé plus de renseignements sur les arrangements commerciaux préférentiels conclus entre la Turquie et des pays tiers, y compris l'adhésion de la Turquie à l'Organisation de coopération économique qui compte le Pakistan et l'Iran parmi ses membres. Le représentant des Etats-Unis a demandé si la Turquie s'est engagée en vertu de l'article 16 à conclure des accords bilatéraux avec tous les pays ayant conclu des arrangements commerciaux similaires avec les CE. Certains de ces accords, dont la portée était limitée par l'exclusion de certains secteurs importants et par plusieurs exceptions aux grandes règles, inquiétaient sa délégation. Celle-ci aurait aimé recevoir régulièrement des renseignements de la Turquie, notamment sur la situation des accords conclus avec la Tunisie et le Maroc. L'intervenant a demandé si les accords conclus entre ces deux pays et les Communautés européennes avaient été notifiés à l'OMC. Il a demandé des précisions sur l'article 16, paragraphe 3), de l'Accord, ainsi que la justification du prélèvement de droits compensateurs. Il était douteux que l'imposition d'un tel prélèvement puisse être justifiée au regard de l'article XXIV du GATT de 1994.

60. Le représentant de la Colombie a demandé ce que seraient les incidences éventuelles si la Turquie n'arrivait pas à conclure, dans la période de cinq ans prescrite par l'article 16 de l'Accord, des arrangements bilatéraux similaires avec tous les pays qui avaient de tels arrangements avec les CE.

Il a également voulu savoir si, après cette période de cinq ans, les prélèvements compensateurs seraient abolis ou remplacés par un autre droit. Le représentant des Communautés européennes a répondu que la protection ne serait peut-être pas nécessaire dans cinq ans, puisqu'il était prévu que les Parties auraient aligné d'ici là leurs régimes commerciaux préférentiels respectifs. Il a souligné que, jusqu'à maintenant, la Turquie n'avait pris aucune mesure au titre de l'article 16.

61. La représentante de la Turquie a déclaré que, même s'il était vrai que son pays dût harmoniser sa politique commerciale avec celle des CE dans un délai de cinq ans, il cherchait à atteindre cet objectif dans les plus brefs délais. Il était nécessaire de réduire l'incidence de la réorientation des échanges et d'accorder aux produits de la Turquie un plus grand accès aux marchés des pays qui avaient conclu des accords commerciaux avec les CE. Pour corriger ce déséquilibre, la Turquie avait engagé des négociations sur plusieurs accords commerciaux sur la base d'un modèle symétrique global. Dans certains cas, la Turquie avait fait plus de concessions aux pays en question; dans d'autres cas, c'était le contraire. L'imposition d'un prélèvement compensateur se justifiait au-dessus d'un certain seuil parce qu'autrement, la Turquie, qui appliquait le TEC, aurait été désavantagée. En réalité, les exportations de la plupart des pays qui avaient des arrangements commerciaux préférentiels avec les CE pouvaient entrer en Turquie en franchise de droits, étant donné que dans la plupart des cas, le taux consolidé pour les CE était de zéro. La Turquie ne pouvait imposer des prélèvements compensateurs que dans les cas où il y avait des perturbations sur son marché; si la différence entre le TEC et le taux appliqué était de plus de 5 pour cent, un prélèvement pouvait être imposé. Jusqu'à maintenant, la Turquie n'en avait pas imposé. En réponse à la question de la délégation du Japon, elle a dit que la Turquie avait notifié l'OMC de sa participation à l'Organisation de coopération économique. L'arrangement n'avait pas une grande importance commerciale; son effet serait limité, puisqu'il ne portait que sur 36 lignes à six chiffres et que la marge préférentielle était de 10 pour cent inférieure au taux de la nation la plus favorisée pour ces produits. Le détournement d'échanges éventuel serait réduit au minimum. La participation de la Turquie à cet accord n'aurait pas d'effets sur ses liens commerciaux avec les CE, puisque la plupart de ces pays avaient droit à des préférences commerciales au titre du SGP des CE.

III.5 *Cadre institutionnel*

62. Le représentant des Etats-Unis a demandé si le gouvernement de la Turquie avait l'intention d'adhérer à l'Accord relatif aux marchés publics. Au sujet des articles 52 à 60, il a demandé des précisions sur les sens du "bon fonctionnement de l'union douanière" et des "accords avec les pays tiers comportant une dimension commerciale pour les produits industriels" (article 54, paragraphe 2, de l'Accord).

63. Le représentant des Communautés européennes a précisé que l'expression "bon fonctionnement de l'union douanière" était une expression d'ordre général qui marquait le souhait des Parties de réaliser les objectifs qu'elles s'étaient fixés. Cette expression visait à faire en sorte que les éléments de l'Accord qui avaient été mis en oeuvre continueraient de s'appliquer tel que prévu et que les événements imprévus et les nouvelles situations, de même que les questions de politique commerciale quotidiennes habituelles, étaient traités de façon à ne pas empêcher la réalisation des objectifs généraux de l'Accord. Les Parties avaient mis en place un processus de consultation efficace pour en assurer la réalisation. S'agissant de l'article 54, paragraphe 2, il a indiqué qu'il se rapportait à la dimension industrielle d'autres accords passés avec les pays tiers qui pourrait avoir une incidence sur le fonctionnement de l'union douanière. La liste figurant dans le paragraphe n'était pas exhaustive.

64. Le Comité a pris note des déclarations puis est convenu de poursuivre son examen ultérieurement.